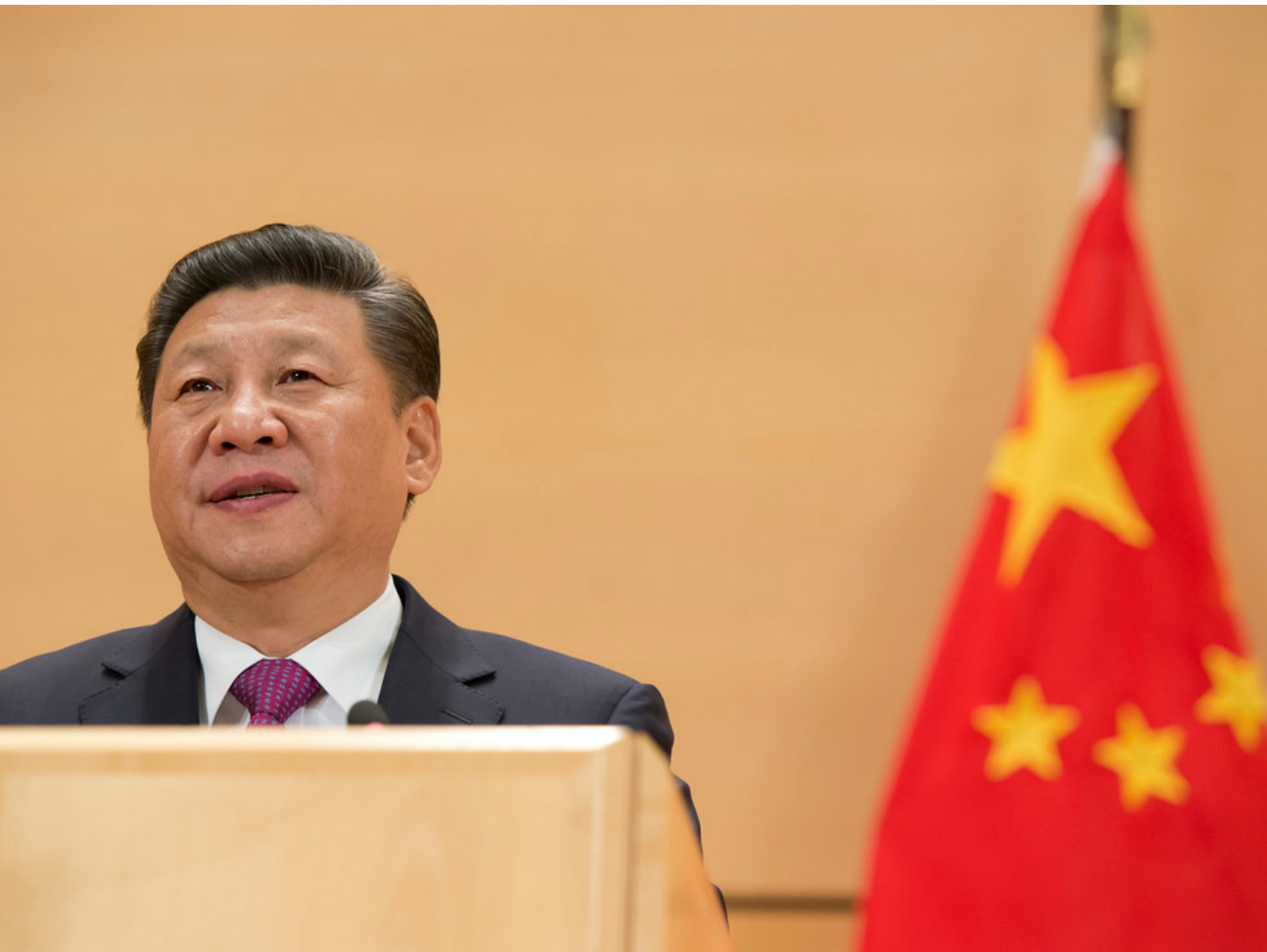




20ÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS : VERS LA RENAISSANCE CHINOISE ?

**XI JINPING PARVIENDRA T-IL À SE HISSE AU NIVEAU
DU GRAND TIMONIER MAO ZEDONG ?**

Par Marion PARISET, Secrétaire Générale du Millénaire
et Pierre CLAIRÉ, Directeur adjoint des Études



AVANT-PROPOS

Le prochain Congrès du Parti communiste chinois, le 16 octobre, sera scruté avec une attention particulière à l'international. Cet événement ancrera très probablement le pouvoir de Xi Jinping par le renouvellement de son mandat à la tête du parti, dépassant pour la première fois la limite de deux mandats instaurés par Deng Xiaoping dans les années 80. Le Congrès sera également l'occasion de poser les ambitions du président Xi pour les cinq prochaines années. Dans la continuité de la "pensée de Xi Jinping", ce 20ème Congrès pourrait confirmer la mainmise du président sur le système politique en renforçant le culte de la personnalité à travers une révision de la constitution du parti, voire en accordant au président Xi un titre similaire à celui de Timonier de Mao. Sur les orientations politiques, il y a fort à parier que ce Congrès réaffirmera le modèle de développement "à la chinoise" devant se poser comme alternative à l'Occident pour à terme supplanter le concurrent américain. Toutefois, cette réunion n'est pas une simple formalité pour Xi car des mouvements ou factions existent au sein du parti communiste et entendent bien peser sur la politique nationale, voire préparer l'après-Xi Jinping. La crise sanitaire et la guerre en Ukraine soulignent en outre les fragilités structurelles du pays auxquelles le président devra réussir à apporter des réponses pour parvenir à réaliser le "rêve chinois".

Si le maintien de Xi au pouvoir semble assuré, le 20ème Congrès du Parti communiste chinois pourrait cependant révéler en creux les vulnérabilités du projet de grandeur chinoise développé par le président depuis son accession au pouvoir en 2013.

AVANT-PROPOS.....	2
LE 20^{ÈME} CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS : UN EXERCICE CLASSIQUE DE LA GOUVERNANCE CHINOISE, SYMBOLE DE SA CAPACITÉ D'ADAPTATION.....	4
QU'EST-CE QUE LE CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ?.....	5
RÉTROSPECTIVE SUR LES 19 CONGRÈS PRÉCÉDENTS.....	8
LE 20^{ÈME} CONGRÈS NATIONAL DU PCC OU L'AVÈNEMENT DE L'EMPEREUR ROUGE	11
UN CONGRÈS DEVANT ANCRER LA VISION ET LE POUVOIR DE XI JINGPING MALGRÈS LES DIFFICULTÉS ÉMERGENTES.....	14
UN PRÉCÉDENT MANDAT MARQUÉ PAR LA REPRISE EN MAIN DE LA SOCIÉTÉ ET UNE POSITION AGRESSIVE À L'INTERNATIONAL.....	14
MALGRÉ SON CONTRÔLE DES INSTITUTIONS, UN PRÉSIDENT SOUS PRESSION ET EXPOSÉ À LA CRITIQUE.....	21
PERSPECTIVES POUR XI ET LA CHINE : QUELS THÈMES POUR CE CONGRÈS ET APRÈS ? .	24
CONCLUSION.....	29

LE 20^{ÈME} CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS : UN EXERCICE CLASSIQUE DE LA GOUVERNANCE CHINOISE, SYMBOLE DE SA CAPACITÉ D'ADAPTATION

Le 16 octobre prochain se tiendra le 20ème Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), ce qui peut être vu comme la plus haute instance du parti. Ce Congrès a lieu tous les 5 ans depuis 1921, année de la fondation du Parti communiste à Shanghai.

Le Congrès du PCC se tient à intervalles réguliers depuis les années 50 et à lieu dans le Palais de l'Assemblée du peuple à Pékin. Dans les années 20, les Congrès se tenaient régulièrement afin de définir le leadership et la ligne politique du parti, mais différents événements des années 1930 et 1940 empêchèrent le Congrès de se tenir régulièrement : la formation de la République soviétique du Jiangxi, la guerre civile et les tensions entre le Parti communiste et le Kuomintang (avec par exemple la longue marche), la Seconde Guerre mondiale et la lutte contre l'Empire du Japon et enfin la reprise des affrontements entre PCC et Kuomintang qui ont vu le départ de Chiang Kai-Shek en 1949.

Dans l'imaginaire collectif, le Congrès national du Parti communiste chinois amène à la désignation du secrétaire général du PCC qui deviendra de facto président de la République populaire de Chine pour les 5 années à venir. Pourtant ce ne fut pas toujours aussi simple, le secrétaire général ne devenait pas président avant les années 1990 et cette fonction a même disparu pendant un temps. De plus, cette désignation n'est pas la seule qui se déroule lors de ce Congrès qui est bien plus complexe qu'il n'y paraît. Le processus et la préparation du Congrès prennent effectivement plusieurs

mois, avec par exemple l'élection des nombreux délégués qui seront amenés à voter.

QU'EST-CE QUE LE CONGRÈS NATIONAL DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS ?

Le Congrès national est l'événement permettant le changement de leadership dans les hautes sphères du Parti communiste chinois et le moment où les changements formels de la Constitution du Parti sont possibles. Les Congrès sont aussi importants dans le sens où ils permettent de présenter un bilan des cinq années passées, avec le discours du dernier secrétaire général, et de donner un cap pour celles à venir. En définitive, il permet de jauger la puissance et le soutien de l'actuel ou nouveau secrétaire général¹.

Le Congrès permet de fixer l'agenda de la Chine pour les cinq années qui vont suivre, et il peut y être question de beaucoup de sujets (politique étrangère, consommation, santé, politiques monétaire ou macroéconomique etc.). Durant le Congrès, les résultats des politiques passées ainsi que la situation actuelle sont scrutés et ainsi les plans adoptés sont plus adaptés à la situation.

Lors du Congrès, les délégués choisissent les membres du Comité central, un corps composé des principaux décisionnaires au sein du parti, de l'État et de la société. Ainsi, en pratique, le Congrès devrait être l'occasion de choisir entre différents candidats dans un exercice démocratique. Dans les faits c'est bien différent car le nombre de candidats est très légèrement supérieur aux nombres de places mises en jeu, ainsi le Congrès est un exercice de sélection plutôt qu'une pratique démocratique. La véritable sélection pour les membres du Comité central se fait donc bien en amont,

¹ https://www.francetvinfo.fr/monde/asie/chine-a-quoi-sert-le-congres-du-parti-communiste_145269.html

ce qui rend le Congrès plus symbolique qu'autre chose. En général, le Comité central se trouve entièrement renouvelé tous les dix ans.

Avant de nous intéresser aux différents organes décisionnaires qui seront élus et renouvelés lors du prochain Congrès, il faut d'abord s'intéresser aux délégués qui votent et choisissent les membres du Comité central du PCC. Les délégués sont choisis par les membres du Parti communiste (presque 90 millions aujourd'hui) et représentent tous les échelons de la hiérarchie du Parti et les territoires. Tous les 5 ans, près de 2300 délégués sont ainsi choisis par différents corps, ils représentent les 34 régions et provinces de Chine et toutes les professions et classes sociales de la société chinoise.

Le Comité central est composé de 205 membres ainsi que de 171 suppléants, c'est l'organe le plus important du Parti communiste chinois. Il comprend tous les dirigeants de l'Etat, de l'Armée et bien évidemment du Parti². À titre de comparaison, nous pouvons dire que le Comité central est une sorte d'assemblée législative du parti, même si ses pouvoirs ne sont pas exactement les mêmes et qu'elle a un pouvoir décisionnaire limité, les décisions étant prises par d'autres organes. Le Comité central souffre de la forte concentration du pouvoir au sein du Parti communiste chinois et du fait que les décisions sont prises par un petit nombre de personnes, bien souvent inconnues du grand public.

Les membres du Comité central élisent le Bureau politique ou Politburo qui comporte 25 membres. Il faut signaler que ce Bureau n'est composé que d'une seule femme depuis 2017 et qu'aucune femme n'a jamais fait partie du Comité permanent du Bureau. Avant le 20ème Congrès, les membres du Bureau politique étaient choisis par le Comité central parmi plusieurs noms issus d'une "recommandation démocratique", sorte de choix des officiels du parti parmi près de 200 personnes jugées aptes à rejoindre le Politburo. Mais il est annoncé que pour éviter le favoritisme et la

² <https://www.chathamhouse.org/publications/the-world-today/2022-08/guide-chinese-communist-partys-national-congress>

corruption, les candidats sont désormais choisis après une étude, un enquête poussée et des interviews en face à face³. Cette nouvelle procédure n'est par ailleurs pas attestée dans les faits. Le Bureau politique du PCC est son organe décisionnaire avec, à sa tête, le secrétaire général du Parti. La procédure d'élection des membres du Politburo fait dire à certaines personnes que c'est un organe qui ne se renouvelle pas énormément et que le choix de nouveaux membres est conditionné au choix des anciens membres du Politburo et soumis à la volonté du secrétaire général.

À la différence d'autres partis communistes dans le monde, le pouvoir au sein du Bureau politique est concentré dans le Comité permanent du Bureau politique, composé de sept personnes. Pour éviter que le pouvoir ne se retrouve dans les mains d'un seul homme comme ce fut le cas avec Mao, il fut décidé de donner au Parti une direction collégiale dans les années 1980. Ces sept dirigeants, dont fait partie le secrétaire général du PCC, sont les membres les plus importants du Politburo et ils dirigent de facto le Parti et le pays. Ils sont ainsi surnommés les sept empereurs et ils sont sélectionnés parmi les membres du Politburo après un vote des membres actuels du Bureau et d'anciens membres. Cette procédure a énormément changé alors que sous Mao c'était le Grand Timonier lui-même qui choisissait ses membres. Le Comité permanent est l'organe suprême du PCC, ses membres se partageant les principaux pouvoirs au sein de l'État ou de l'armée.

La règle est qu'aucun membre du Comité permanent ne peut avoir plus de 68 ans, ce qui permet d'avoir une forme de renouvellement au sein de l'État. Il faut signaler que cette année, Xi Jinping a 69 ans et devrait donc se retirer mais ce ne sera bien évidemment pas le cas.

Le nombre de membres du Comité permanent, ainsi que sa composition, sont toujours scrutés avec attention car il signifie beaucoup quant à la mainmise du secrétaire sur le Parti et l'idéologie dominante. Ainsi entre 2002 et 2012, le Comité permanent était composé de 9 membres, pour

³ <https://asiasociety.org/policy-institute/raising-curtain-chinas-20th-party-congress-mechanics-rules-norms-and-realities-power>

mieux respecter le besoin de direction collégiale. Mais en 2012, ce nombre a été réduit à 7 et une potentielle réduction serait un signal fort envoyé par Xi Jinping...

Lors du Congrès, le secrétaire général du Parti communiste chinois est ainsi désigné. Il est membre du Bureau politique et du Comité permanent, qu'il préside.

Même si le président de la République populaire de Chine est élu quelques mois après le Congrès par l'Assemblée Nationale Populaire, c'est véritablement lors du Congrès que ce personnage est choisi. En effet, en Chine le Parti est clairement supérieur à l'État et l'élection du président de la République n'est qu'une formalité, une élection avec un seul candidat dont le résultat est connu des mois à l'avance. Même s'il n'est nullement fait mention de cela dans les statuts, le président de la République est donc choisi lors du Congrès, ce qui explique l'importance de celui-ci.

RÉTROSPECTIVE SUR LES 19 CONGRÈS PRÉCÉDENTS

Les six premiers Congrès nationaux du Parti communiste chinois qui se sont déroulés dans les années 1920 ne sont pas les plus importants. En effet, avant l'arrivée au pouvoir du PCC, ces Congrès n'étaient pas aussi complexes et codifiés qu'aujourd'hui et c'est pour cette raison que nous ne nous attarderons pas ces premières.

Dans les années 1930, il n'y a pas eu de Congrès du PCC pour cause de guerre civile et de Seconde Guerre mondiale. Pour autant, cette période est passionnante en ce qui concerne le développement du PCC et de la pensée de Mao Zedong. Le septième Congrès national du PCC se tient finalement en 1945 et les statuts du parti sont changés avec notamment l'introduction de la fonction de président du Comité central du PCC, position accordée à Mao. De plus, Mao se voit accorder la présidence du Bureau politique et le poste de secrétaire du PCC. Mao est ainsi le seul chef au sein du parti communiste, ce qui était le cas dans les faits depuis de nombreuses années.

Le Congrès de 1945 constitue également une première historique puisque c'est le début d'un culte de la personnalité fort, avec la mention de la pensée Maoïste pour la première fois dans les statuts.

Le premier "grand" Congrès se tenant au Palais de l'Assemblée du Peuple a lieu en 1956 et voit la reconduction de Mao comme chef du parti. Pourtant ce Congrès est le théâtre de violents affrontements et signe l'affaiblissement du Grand Timonier, qui avait entamé dès 1953 un mouvement de réforme agraire avec la collectivisation forcée des terres. En réponse, Mao commence la campagne des Cent Fleurs pour reprendre le contrôle sur le Parti communiste. Il décide d'autoriser les critiques du PCC, pensant pouvoir se rapprocher du peuple et ainsi affirmer son emprise, mais ce fut un échec qui débouche sur une forte répression. Vont suivre la campagne anti-droitiste en 1957, le Grand Bond en Avant de 1958 à 1960 et enfin la Révolution culturelle à partir de 1966 qui lui permet de revenir véritablement au pouvoir. Tous ces événements expliquent l'absence d'organisation de Congrès, l'autorité de Mao étant remise en cause durant cette période.

Le 9ème Congrès se tient à Pékin en 1969 et encore une fois Mao est conforté comme chef incontesté du PCC et de la République populaire. Il a réussi à faire taire les oppositions que l'on avait pu entendre lors du 8ème Congrès et personne n'ose remettre l'action du Grand Timonier en question désormais.

Lors du 10ème Congrès de 1973, Mao est bien évidemment reconduit dans ses fonctions mais il faut noter que pour la première fois ce Congrès dure moins de 10 jours (5 pour être précis). On voit une évolution certaine par rapport aux autres Congrès où des décisions importantes étaient prises et où des débats idéologiques avaient lieu. Le 6ème Congrès de 1928 qui avait lieu à Moscou avait nécessité 24 jours, le 7ème se tenant à Yan'an 49 jours, le 8ème 13 jours et le 9ème 25 jours. Un changement a clairement eu lieu lors de ce Congrès, en effet désormais les Congrès sont principalement symboliques et les décisions importantes sont prises par un groupe restreint

de personnes en dehors de ceux-là. Les Congrès nationaux du PCC servent avant tout pour entériner les décisions, faire reconnaître en grandes pompes le nouveau leader du PCC et nommer les membres du Comité central.

Au décès de Mao en 1976, c'est Hua Guofeng qui prend la tête du Parti communiste et de la Chine brièvement. Il succède à Mao en 1976 comme président du Parti communiste et de la Commission militaire et va être reconduit dans ses fonctions lors du 11^{ème} Congrès en 1977. Il va notamment mettre fin à la Révolution culturelle chère à Mao et faire arrêter les membres de la bande des quatre⁴, dont l'influence est jugée nocive et vus comme responsables de nombreux abus et crimes.

Lors de la 3^{ème} session du 11^{ème} Comité central du PCC en 1978, Deng Xiaoping est déclaré chef de la République populaire de Chine (RPC) alors qu'il n'occupe aucun poste officiel au sein du PCC. Il a bien été secrétaire général du Parti dans les années 1960 avant que cette charge ne disparaisse, mais il ne sera jamais officiellement chef du Parti (bien que dès 1982, il va faire son retour dans le Comité permanent). Lors du Congrès de 1982, le poste du président du Parti communiste chinois est supprimé par Hu Yaobang qui occupait alors le poste et c'est désormais le poste de secrétaire général du Parti, vacant depuis 1967 et le départ de Deng Xiaoping qui devient le poste le plus important octroyé lors des Congrès. L'objectif était d'en finir avec le culte de la personnalité institué par Mao et surtout de permettre une transition limpide entre les chefs successifs du parti. C'est Hu qui devient le nouveau secrétaire général du Parti.

Lors du 13^{ème} Congrès de 1987, Zhao Ziyang devient secrétaire général du PCC, mais il ne termine pas son mandat et est remplacé dès 1989 par Jiang Zemin, même si celui-ci doit attendre jusqu'en 1993 pour devenir président de la RPC. Jiang est désigné officiellement lors du 14^{ème} Congrès de 1992 et va être réélu lors du 15^{ème} Congrès en 1997.

⁴ Groupe de quatre dirigeants chinois - Jiang Qing, Zhang Chunqiao, Yao Wenyuan et Wang Hongwen - proches de Mao.

Lors du 16ème Congrès, Hu Jintao est élu au secrétariat général du Parti, il est bien évidemment reconduit lors du 17ème Congrès de 2007. Avec Hu et Jiang, nous voyons bien que l'époque de Mao Zedong est révolue. Les passations de pouvoir se déroulent dans le calme et les Congrès ne sont pas le théâtre d'affrontements idéologiques ardents. Les Congrès durent seulement une semaine, ce qui montre un véritable changement. Néanmoins des surprises peuvent se dérouler, et même si nous savons à l'avance qui va prendre la tête du PCC, la nouvelle composition du Comité central reste intéressante.

En 2012, avec le 18ème Congrès, Xi Jinping devient secrétaire général du Parti communiste chinois et accède au poste de président de la République populaire l'année suivante. Il est reconduit dans ses fonctions en 2017, lors d'un Congrès plus médiatisé que les autres, que même les écoliers devaient regarder et auquel ont participé Hu Jintao et Jiang Zemin, comme pour introniser le nouvel Empereur rouge. Grâce à une loi informelle interdisant les plus de 68 ans de se faire réélire au Politburo, il va asseoir son influence en plaçant ses fidèles au postes clés et se débarrassant de ceux qui pourraient lui faire de l'ombre. Ce Congrès marque clairement un tournant dans l'histoire du PCC et laisse entrevoir beaucoup de choses avec un début de culte de la personnalité...

LE 20^{ÈME} CONGRÈS NATIONAL DU PCC OU L'AVÈNEMENT DE L'EMPEREUR ROUGE

Même si la reconduction de Xi Jinping ne fait aucun doute, le résultat du Congrès sera important car nous pourrons voir s'il maintient son emprise sur le Parti et s'il pourra faire ce qu'il veut durant les cinq prochaines années. Alors que le culte de la personnalité en vigueur du vivant de Mao Zedong a été relégué au banc de l'histoire, avec une critique de Mao dans les années 1980, on a pu observer la volonté de Xi de réinstaurer un culte à son profit. Il ne fait aucun doute que Xi Jinping veut s'élever dans la hiérarchie des dirigeants historiques du PCC, en d'autres termes il ne veut plus être

comparé à Hu Jintao ou Jiang Zemin mais se retrouver au même niveau que Mao Zedong et Deng Xiaoping.

Depuis mars 2018 et la modification de la Constitution par l'Assemblée nationale populaire, Xi Jinping est autorisé à briguer un troisième mandat à la tête du pays⁵. Les postes de secrétaire général du PCC et de président de la Commission militaire, autres postes occupés par Xi, n'ont pas de limites en termes de mandats mais historiquement les dirigeants du Parti n'ont jamais désigné trois fois la même personne à la tête du PCC sachant que cette personne ne pourrait pas gouverner le pays ensuite. Ainsi, Xi va devenir le premier politicien à être choisi comme secrétaire général du PCC pour la troisième fois de suite et le premier depuis Mao à être mis à la tête du Parti, et donc du pays, à trois reprises.

Il ne serait pas non plus surprenant que Xi ressuscite le poste de président du Parti, fonction qui avait été abolie en 1982 pour mettre fin au culte de la personnalité instauré par Mao⁶. Xi est en effet surnommé "Oncle Xi" par les Chinois, surnom affectif qui n'est pas sans rappeler celui de Joseph Djougachvili ou Staline qui était surnommé le "Petit Père des Peuples". Lors du Congrès de 2017, une mention à la pensée de Xi a été intégrée dans la Constitution du Parti⁷, ce qui laisse la porte ouverte à de nouvelles surprises lors du 20ème Congrès. En effet, il n'existe plus de barrières factuelles à ce que Xi Jinping devienne président à vie depuis la réforme constitutionnelle de 2018 et donc il pourrait installer un culte de la personnalité fort lors de ce nouveau Congrès, une première depuis la disparition de Mao.

Comme à l'accoutumée, le Comité central sortant a publié un avis sur le déroulement du prochain Congrès à la fin de l'année 2021, stipulant comment allait être organisé le Congrès, comment sont choisis les délégués etc. À la différence de 2017, il y aura moins de circonscriptions votant pour

⁵ <https://www.la-croix.com/Monde/Chine-quoi-servir-prochain-congres-parti-communiste-2022-08-30-1201230871>

⁶ <https://www.ft.com/content/a320f178-2902-46e4-94ef-788ca8a06e9d>

⁷ https://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/10/24/en-chine-la-consecration-de-xi-jinping_5205125_3216.html

choisir les 2296 délégués, nous passons donc de 40 à 38 circonscriptions. Le processus d'élection des délégués a commencé après cet avis de novembre 2021⁸ et s'est terminé en juillet 2022.

Après cette première sélection, la date finale du Congrès a été choisie en août 2022, lors d'une réunion présidée par Xi Jinping.

L'orientation donnée à la politique chinoise et notamment la politique étrangère sont des points d'interrogations majeurs de ce nouveau Congrès. En effet, on peut penser que Xi, affaibli et remis en cause à cause de son positionnement face à la guerre russo-ukrainienne ou de sa politique zéro covid, a cherché à ne pas froisser avant le Congrès pour ne pas mettre en péril son triomphe annoncé. Mais une fois le Congrès passé, nous pourrions observer des changements de politique majeurs et peut-être un durcissement de la politique chinoise.

Une autre question centrale est la composition du Bureau politique et surtout le poste de premier ministre chinois qui doit être présent dans le Comité permanent. Le futur premier ministre et président du conseil d'état de la RPC doit être nommé comme numéro 2 du Politburo. Nous savons que Li Keqiang, actuel Premier ministre, va se retirer en mars 2023, l'empêchant ainsi de briguer un nouveau mandat au sein du Comité central et du Bureau politique du PCC. Les noms de Wang Yang ou Hu Chunhua, membres de l'actuel Politburo, ressortent pour cette nomination⁹.

⁸ <https://www.scmp.com/news/china/politics/article/3156743/chinese-communist-party-formally-starts-process-selecting>

⁹ <https://www.nytimes.com/2022/08/30/world/asia/china-xi-party-congress.html>

UN CONGRÈS DEVANT ANCRER LA VISION ET LE POUVOIR DE XI JINGPING MALGRÈS LES DIFFICULTÉS ÉMERGENTES

UN PRÉCÉDENT MANDAT MARQUÉ PAR LA REPRISE EN MAIN DE LA SOCIÉTÉ ET UNE POSITION AGRESSIVE À L'INTERNATIONAL

Au cours des cinq dernières années, mais aussi plus largement depuis 2013, Xi Jinping a mené une politique intérieure renouant avec l'autoritarisme originel du régime communiste chinois, à rebours des réformes portées par Deng Xiaoping. Sur le plan international, il a en outre rompu avec la pratique en cours d'avancer à petits pas pour adopter une politique étrangère agressive, sur les plans diplomatique, économique et militaire.

> Sur le plan intérieur, un renforcement de la mainmise de Xi Jinping sur le PCC, la population et l'économie

Xi Jinping marque une rupture avec la politique chinoise entamée par Deng Xiaoping à la fin des années 70. Avec l'objectif de rectifier les erreurs de la révolution culturelle, Deng Xiaoping avait alors lancé une série de réformes visant à libéraliser l'économie et à ouvrir le pays au monde, notamment en matière d'exportation. Bien que n'ayant pas exercé les fonctions de président de la Chine ni du parti¹⁰, Deng a marqué son époque et demeure une des trois figures principales de l'histoire chinoise post-Seconde guerre mondiale (avec Mao Zedong et Xi Jinping) du fait de son

¹⁰ près avoir exercé le poste de Premier vice-Premier ministre de la République populaire de Chine de 1977 à 1983, il exercera principalement en tant que président d'organes consultatifs et de commissions militaires du parti et de l'Etat.

impulsion réformatrice mise en œuvre par ses proches. Sur le plan économique, il met en œuvre les “Quatre Modernisations” (industrie et commerce, éducation, organisation militaire et agriculture). Sur le plan politique, il fait également évoluer les pratiques en posant une limite de deux mandats à la présidence de la RPP et desserre légèrement l’étau sur les différentes instances du parti. Sous son influence, le soutien des poids lourds du parti ne suffit plus à assurer la sélection au Bureau politique. Loin d’un réel processus de démocratisation, cet assouplissement permet des nouveaux jeux d’influence internes. Ces tendances, économiques et politiques, seront poursuivies par ses successeurs, notamment son protégé Jiang Zemin (nommé secrétaire général du parti en 1989 avant de devenir président en 1993) et Hu Jintao (président de 2003 à 2013 avant l’accession au pouvoir de Xi Jinping). Ces deux dirigeants approfondiront même la gouvernance collective de la Chine avec une plus grande compétition entre les membres du parti pour accéder aux instances de décision et une mise à profit des membres du comité permanent pour l’élaboration des politiques.

En rupture avec cette période, Xi Jinping a réinstauré depuis 2012 un autoritarisme de plus en plus sensible dans le PCC¹¹. Pour reprendre le contrôle sur l’appareil d’Etat, le président Xi a mis en place une campagne de lutte contre la corruption, nécessaire et attendue par la population tant la stratification du PCC générait de prise d’intérêt et de clientélisme aux différents échelons. Entre 2014 et 2021 est ainsi passée du 100^e au 65^e rang mondial dans l’indice de perception de la corruption d’Amnesty International. Toutefois, cette lutte contre le fléau de la corruption a eu pour corollaire la possibilité pour Xi Jinping d’écarter et de faire taire les voix critiques, selon un schéma courant dans les régimes autoritaires. L’opacité du système judiciaire rend ainsi le ciblage des opposants possibles. Dernière cible de la purge menée par le président Xi, Sun Lijun, vice-ministre de la sécurité publique de mars 2018 à mai 2020, et Fu Zhenghua, ministre de la justice de 2018 à 2020, ont été condamnés à mort (avec sursis) en septembre 2022 pour avoir reçu des pots-de-vin mais surtout, indirectement, pour avoir créé une faction opposée au président, dont plusieurs autres membres ont

¹¹ [La lutte anticorruption en Chine : « la chasse aux tigres et aux renards » | Cairn.info](#)

été condamnés. De 2012 à 2021, les estimations du nombre de membres du parti ciblés par cette campagne varient de 600 000 à 1,5 million. Les procès touchent cependant tant les “mouches”, les responsables locaux du parti, que les “tigres”, les hauts responsables. Dans un système oligarchique et élitiste, cette pratique permet d’exercer un contrôle coercitif sur tous les niveaux de l’administration.

Outre cette priorité, Xi Jinping a cherché à asseoir son pouvoir pour devenir, d’une certaine manière, un nouvel empereur de Chine. Pour y parvenir, l’une des mesures les plus emblématiques a été la suppression de la limite de deux mandats à la présidence du pays, ouvrant la voie à un potentiel maintien à vie du président Xi. En 2018, la réforme de la Constitution est ainsi plébiscitée par l’Assemblée nationale populaire et le tournant autoritaire commence à prendre toute sa réalité dans les administrations occidentales. Par la même occasion, la “pensée de Xi Jinping”, corpus idéologique développé par le président, entre dans la Constitution et ancre sa volonté de marquer l’Histoire chinoise. En parallèle, contre la pratique instaurée par Deng Xiaoping, Xi Jinping a également lancé un culte de la personnalité. Il s’appuie pour cela sur les médias d’Etat qui relaient l’image paternelle et débonnaire du président. La censure et l’arrestation de personnalités du monde de l’édition, jusqu’à Hong Kong¹², participe du contrôle du narratif du président chinois, un contrôle qui s’est accentué avec le développement des outils numériques.

A travers sa politique, le président Xi veut ranimer le “rêve chinois”, une vision de grandeur pour la Nation s’appuyant sur un “socialisme à la chinoise”. Cela ne pourra se faire sans la réunification des territoires chinois (Hong Kong, Taiwan) et la mise au pas des volontés autonomistes et des revendications régionales (Tibet, Xinjiang...). Sa “pensée” accompagne le retour des valeurs traditionnelles confucéennes (patriotisme, dévouement, intégrité...)¹³, tout en annonçant promouvoir les “valeurs communes de

¹² [Xi Jinping, le nouveau timonier \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)

¹³ [Chine. Des valeurs au service du Parti | Cairn.info](https:// Cairn.info)

l'humanité" avec une approche relativiste¹⁴. Transcrire ces valeurs dans la pratique et, plus largement, réaliser le "rêve chinois" nécessite une discipline de société rendue possible grâce à un contrôle social¹⁵ fort. Le numérique est un ressort central de cette stratégie. Dans la gamme des outils à disposition du président chinois, le crédit social est l'un des exemples les plus parlants.

Sur le plan économique, après une période de libéralisation, la volonté de Xi Jinping de s'attaquer à la corruption dans les entreprises d'Etat a pu d'abord apparaître à tort comme un progrès. Toutefois, celle-ci s'est surtout révélée une manière de mettre au pas le secteur économique pour remettre l'Etat au centre du jeu.

Dans ces différents domaines, la crise du Covid 19 a joué le rôle d'accélérateur des transformations. Le choix de la politique "zéro covid", impliquant de tout faire pour empêcher l'apparition du moindre cas, a mis en exergue la puissance du contrôle de l'Etat sur tous les aspects de la vie des Chinois, imposant du jour au lendemain des confinements complets pour des quartiers ou des villes entières et s'introduisant jusque dans les foyers pour "désinfecter" les appartements soupçonnés d'être contaminés. La crise sanitaire a cependant profondément secoué l'économie chinoise en réduisant ses exportations et la consommation interne du pays, axe pourtant essentiel du rééquilibrage économique du pays depuis le début des années 2000.

> Sur le plan international, une agressivité assumée pour accélérer l'autonomisation du modèle chinois

Le deuxième mandat de Xi Jinping a marqué la bascule vers une volonté de puissance assumée sur la scène internationale.

¹⁴ [Xi Jinping appelle à promouvoir les valeurs communes _French.news.cn \(xinhuanet.com\)](https://www.french.news.cn/xinhuanet.com)

¹⁵ Système de notation des citoyens et des entreprises comprenant un système de récompenses et de sanctions selon le respect des règles édictées.

En 2018, la volonté américaine de freiner la montée en puissance de la Chine a entraîné une guerre commerciale entre les deux pays. Alors que les Etats-Unis avaient depuis plusieurs années déjà entamé un pivot de leur stratégie vers la région Pacifique, porté par Barack Obama, Donald Trump a transformé cette approche pour engager un rapport de force avec le président chinois. Le président américain a saisi l'opportunité du consensus transpartisan aux Etats-Unis vis-à-vis de la Chine pour pointer le déséquilibre de la balance commerciale américaine vis-à-vis de la Chine (plus d'importations en provenance de la Chine que d'exportations en provenance des Etats-Unis) et plus largement les pratiques commerciales hostiles aux règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce : transferts de technologie forcés, violations de la propriété industrielle, subventions de son secteur exportateur, restrictions à l'implantation d'entreprises étrangères... Donald Trump fait augmenter drastiquement les taxes douanières sur plusieurs catégories de produits. En représailles, la Chine augmente dans un premier temps ses taxes douanières sur une liste de produits équivalente en valeur aux produits ciblés par les Américains (50 milliards de dollars). L'ampleur des exportations ciblées d'un côté et de l'autre du Pacifique progressera courant 2018 et fera l'objet de négociations, temporisant leur mise en œuvre. Le jeu d'enchères sur les taxes douanières se poursuit ainsi jusqu'à la signature d'un accord commercial en janvier 2020 dans lequel la Chine s'engage à acheter 200 milliards de produits américains sur 2 ans. Les hostilités commerciales ne sont pas pour autant totalement mises à plat et les Etats-Unis continuent notamment de bannir plusieurs dizaines d'entreprises chinoises des marchés publics américains. Cette guerre commerciale aura accéléré le déphasage des deux principales économies de la planète : la Chine comme les Etats-Unis ont depuis renforcé leurs programmes d'investissement dans les domaines stratégiques, redessinant les chaînes de valeur vers une autonomisation de deux pôles.

La diplomatie chinoise s'est révélée sous un nouveau jour au cours du dernier mandat de Xi Jinping. Alors que les diplomates chinois adoptaient traditionnellement une attitude discrète, le bras de fer diplomatique est devenu une réalité avec la doctrine dite "des Loups guerriers" qui s'illustre

en France par la communication agressive voire insultante de l'ambassade de Chine. Les attaques verbales sur les réseaux sociaux contre des chercheurs comme Antoine Bondaz sont même sorties de la sphère numérique pour faire l'objet de débat sur les grandes chaînes de télévision et de radio. La volonté de disqualifier le modèle politique et social occidental se retrouve dans les joutes diplomatiques. Le plaidoyer américain pour la démocratie est ainsi miné dans la communication chinoise par les événements du 6 janvier 2021¹⁶. Faisant le bilan de la diplomatie chinoise en 2021, le ministre des Affaires étrangères chinois, M. Wang Yi, souligne neuf domaines d'action :

- La diplomatie sanitaire décrite comme fructueuse : la Chine aurait montré la bonne direction, fourni les vaccins, appuyé les pays en développement, participé de manière coopérative à l'identification des origines du virus...
- La reprise de l'économie mondiale : en promouvant un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain ;
- La défense du "vrai" multilatéralisme (Nations unies), opposé à un pseudo-multilatéralisme fait d'ingérence au nom des valeurs pour lequel la Chine accuse les Etats-Unis sans les nommer ;
- L'instauration d'un nouveau type de relations internationales face aux mutations du monde, en soulignant le renforcement de la relation avec la Russie et la relation d'égal à égal avec les Etats-Unis, et encourageant le non-alignement de l'UE pour poursuivre sa relation avec la Chine ;
- La préservation de la stabilité régionale par la coopération régionale et contre les volontés attribuées à "certains" de rechercher une confrontation des blocs dans l'Indopacifique ;
- L'élargissement de la coopération Sud-Sud sur la base de la recherche du "plus grand bien" et de valeurs telles que la sincérité, l'amitié et la bonne foi (avec l'Afrique, l'Amérique latine et les pays arabes);
- La réforme de la gouvernance mondiale ;

¹⁶ [LA DIPLOMATIE CHINOISE EN 2021 : EMBRASSER UNE VISION GLOBALE ET SERVIR LE PAYS ET LE PEUPLE \(fmprc.gov.cn\)](https://www.fmprc.gov.cn/la_diplomatie_chinoise_en_2021_embarrasser_une_vision_globale_et_servir_le_pays_et_le_peuple)

- La défense de la souveraineté, de la sécurité du pays et de la dignité nationale ;
- L'appui au développement national et l'action diplomatique au service du peuple.

A travers ce bilan de l'année 2021, le rôle que souhaite jouer la Chine sur la scène internationale apparaît clairement. L'ambiguïté du discours vis-à-vis des Etats-Unis est cependant perceptible et caractéristique de la stratégie de la diplomatie publique chinoise. La Chine joue ainsi sur les deux tableaux en gagnant en influence dans les cadres de coopération existants et en développant des cadres d'échange parallèles où elle domine ses partenaires (nouvelles routes de la soie, Organisation de coopération de Shanghai, forum des BRICS, etc.). Le regain des vellétés de puissance dans des pays non occidentaux fournit à la Chine de nouveaux alliés de circonstance susceptibles de réduire sa dépendance à l'Union européenne et aux Etats-Unis. Cependant, bien qu'il permette à la Chine d'adopter une posture plus agressive dans ses relations diplomatiques, ce rééquilibrage n'est pas à ce stade suffisant (pas plus qu'il n'est réaliste à court terme) pour que la Chine renonce à ses partenariats en particulier avec l'Europe, ce qui explique les gestes encourageants adressés aux Européens (entretiens, visites officielles, reprise du dialogue économique et commercial...).

Enfin, le mandat présidentiel qui s'achève a vu la Chine affirmer sa puissance militaire en mer de Chine en particulier. Bien que la stratégie de Xi Jinping remonte déjà à son premier mandat, les cinq dernières années ont permis à la Chine de renforcer sa présence en mer de Chine en construisant des îlots artificiels afin de donner corps à ses revendications en termes de zone économique exclusive (carte à ligne en neuf traits). Plus largement, la Chine a également investi dans les infrastructures portuaires de la mer de Chine jusqu'aux côtes africaines le long de l'océan Indien pour sécuriser le passage des navires approvisionnant la Chine ou permettant les exportations. Toutefois, cette stratégie relativement ancienne s'est trouvée complétée par une escalade de l'agressivité autour de l'île de Taiwan ces dernières années. Du fait de son autonomie politique, Taiwan représente un double enjeu pour Pékin. D'une part, la Chine à l'heure de Xi Jinping ne peut

risquer de voir continuer à prospérer sur ce que Pékin considère son territoire un modèle politique alternatif qui pourrait remettre en cause le projet du dirigeant chinois. D'autre part, l'autonomie du pays, si elle vient à se renforcer avec le soutien des Etats-Unis notamment, poserait le risque de menacer la capacité de la Chine à maîtriser le détroit de Taiwan par lequel transite le gros du trafic maritime. Dès lors, la Chine a fait le choix d'assumer une ligne dure visant à dissuader les partenaires de Taiwan d'apporter leur soutien au gouvernement de Taipei (notamment en cas de conflit ouvert) en multipliant les incursions dans l'espace maritime et aérien de l'île avec des bâtiments militaires et en mettant une pression politique forte sur les pays soutenant de près ou de loin l'île. Les réactions au déplacement de la présidente de la chambre des représentants américaine, Nancy Pelosi, illustrent bien cette tendance. Cette stratégie repose en outre sur le développement de capacités militaires grâce à des investissements importants : ainsi la marine militaire chinoise devance toutes les autres marines militaires du monde en nombre de navires depuis 2020 (350 navires chinois, contre 293 américains).

La politique étrangère de la Chine démontre bien la capacité du pays à user de tous les outils à sa disposition pour atteindre ses objectifs, en jouant des fragilités politiques de ses concurrents et d'actions en "zone grise" ne provoquant pas individuellement de réactions fermes des autres pays.

MALGRÉ SON CONTRÔLE DES INSTITUTIONS, UN PRÉSIDENT SOUS PRESSION ET EXPOSÉ À LA CRITIQUE

Si Xi Jinping a consolidé son pouvoir ces cinq dernières années, sa gestion de la crise du Covid a placé le pays dans une situation économique et sociale difficile, fragilisant son narratif d'un modèle de développement "à la chinoise" prospère et performant. Sur le plan économique, la crise a atteint les moteurs de la croissance chinoise en faisant baisser les exportations

chinoises et en mettant à l'arrêt des pans entiers de l'économie. Cet effet a cependant été temporaire grâce au rebond de la demande mondiale avec la levée progressive des restrictions sanitaires à travers le monde. La gestion de la crise a pourtant révélé des fragilités internes préexistantes auxquelles le président doit apporter des réponses s'il souhaite réussir son pari de refaire de la Chine la première puissance mondiale : vieillissement de la population faute d'une natalité suffisante, demande intérieure en berne, bulle immobilière... En outre, la politique de « zéro Covid » a engendré des questionnements, voire un sentiment de révolte et d'injustice, au sein de certaines parties de la population, comme cela a pu être observé au printemps 2022 à Shanghai. Les confinements stricts imposés du jour au lendemain, les séparations, l'absurdité des mesures mises en œuvre par certains responsables locaux ont suscité des mouvements de dénonciation, y compris en ligne malgré le contrôle étroit mis en place par le gouvernement. Il est difficile d'évaluer à quel point les critiques soulevées dans ce contexte perdureront hors de ce contexte de crise, cependant l'émergence d'une classe moyenne a multiplié les sujets d'exigence de la population. Enfin, malgré une offensive remarquée dans les premiers mois de la crise sanitaire, la tentative chinoise de renverser le narratif autour du virus (gestion interne efficace, coopération avec les pays du monde entier) n'a pas entièrement convaincu. Les difficultés à sortir de la crise alors que pratiquement tous les pays ont retrouvé un mode de vie quasi normal pénalisent la Chine au fur et à mesure que le scénario des confinements se répètent. Bien qu'appréciée, la coopération chinoise a également fait l'objet de nombreuses critiques alors que les dons en matériel médical et sanitaire se révélaient parfois de mauvaise qualité. Les réticences à coopérer avec l'OMS ont été largement médiatisées en Occident mais ces enjeux ont moins porté dans le reste du monde. Bientôt trois ans après le début de la pandémie, la Chine a échappé au pire en n'étant plus que marginalement associée à l'origine du virus. Elle a pu renforcer certaines coopérations en profitant de la préoccupation des pays occidentaux pour leurs enjeux nationaux mais Xi n'a tenu sa stratégie qu'au prix d'un lourd tribut économique et social qui pourrait lui porter préjudice lors de ce Congrès.

A cette crise sanitaire est venue s'ajouter l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, nouvelle épreuve pour le pouvoir chinois. Bien qu'elle n'ait pas directement porté atteinte aux capacités chinoises, l'invasion de l'Ukraine constitue un dilemme supplémentaire pour le pouvoir chinois. A première vue, cette situation joue à l'avantage de la Chine. Si la Russie parvient à fragiliser l'Europe et les Etats-Unis en les usant militairement et en les décrédibilisant politiquement, la Chine aurait gagné de précieuses années dans son affrontement avec les Etats-Unis et pourrait atteindre son objectif de redevenir la première puissance mondiale avant l'échéance de 2049. Si la Russie s'abîme dans ce conflit, cela renforcerait le rapport de force à l'avantage de la Chine, lui permettant d'imposer ses conditions aux échanges et ôtant ce concurrent du champ politique. L'engagement de la Russie sur le flanc ukrainien l'empêche en outre de jouer un rôle de premier rang dans les instances régionales. Sa moindre influence a ainsi été perceptible lors de la réunion de l'Organisation de la coopération de Shanghai en septembre 2022 alors que ses partenaires intimaient à Vladimir Poutine de chercher un apaisement. Toutefois, le positionnement politique de la Chine reste précaire. Xi s'est en effet posé en défenseur de l'ordre mondial et du respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale telle que reconnue par l'ONU, un préalable indispensable à l'étouffement des revendications d'indépendance au sein de son propre territoire (Taiwan, Hong Kong, Tibet, Xinjiang). Cette position délicate et ambiguë, où la Chine ne peut ni s'exprimer en soutien formel de la Russie ni condamner l'invasion, a été rapidement identifié et ciblé par la diplomatie américaine qui a tenté de fragiliser Xi sur ce terrain. Malgré ces efforts, le temps long joue pour la Chine : l'évolution du conflit permet plus de visibilité sur la possible issue de la guerre et, par conséquent, sur la position la plus avantageuse pour la Chine. Toutefois, l'échec de l'invasion rapide et totale initialement tentée par la Russie est également source d'apprentissage pour la Chine vis-à-vis de Taiwan. Elle souligne le poids du moral dans la capacité de résistance d'un peuple, et les mois suivants ont montré comment un soutien indirect de l'Occident et en particulier des Etats-Unis pouvait bousculer les rapports de force initiaux.

Enfin, dans ce contexte de mutations internationales et de retour des conflits de haute intensité, le PCC est loin de constituer un bloc homogène rangé comme un seul homme derrière Xi Jinping. Le dirigeant chinois atteint cette année la limite d'âge tolérée pour le Politburo. S'il fait peu de doute qu'il sera tout de même renouvelé dans ses fonctions, la question de la succession peut d'ores et déjà se poser et réveiller les ambitions dans un paysage politique contrôlé mais laissant exister des nuances. Des factions existent depuis longtemps à l'intérieur du parti, représentant des tendances pouvant être décrites comme plus à gauche ou plus à droite. Ces mouvements s'étaient développés depuis Deng Xiaoping avec le développement d'une gouvernance plus collective, mais l'existence de factions était déjà reconnue par Mao Zedong au début de la Révolution culturelle. Les deux principales factions en compétition au sein du PCC sont le gang de Shanghai (mené par Jiang Zemin, représentant les intérêts plus libéraux de la côte) et la Ligue de la jeunesse socialiste de Chine (Hu Jintao, d'une approche plus populiste de redistribution des richesses)¹⁷. Bien qu'encore puissantes pour assurer la progression au sein du parti, ces factions ont été ébranlées par la campagne de lutte contre la corruption de Xi Jinping. Xi a depuis fait monter ses propres proches dans les instances et rebasculé les capacités décisionnelles du gouvernement vers le parti. Ce 20^{ème} Congrès donnera sans doute une vision plus claire de l'état des rapports de force entre ces différentes factions.

PERSPECTIVES POUR XI ET LA CHINE : QUELS THÈMES POUR CE CONGRÈS ET APRÈS ?

Sur le plan intérieur :

Poursuite du plan du “rêve chinois”

Le slogan de Xi Jinping “rêve chinois” est employé le 29 novembre 2011. Il doit marquer la troisième phase du développement chinois marqué par le

¹⁷ <https://www.orfonline.org/research/the-rise-of-the-xi-gang/>

contrôle du parti sur le pays par Mao (1949 - 1976) puis par les réformes économiques (à partir de 1979 et les quatre principes fondamentaux de Deng Xiaoping). Ce “rêve chinois” doit marquer la renaissance chinoise après le siècle de l’humiliation débuté avec les guerres de l’Opium pour rendre à la Chine sa grandeur passée.

Le “rêve chinois” pourrait ainsi se marquer par deux points :

- Restaurer la gloire passée de la Chine en trois étapes : un pays moyennement prospère en 2021 (double du niveau économique de 2010), un pays moderne pour 2035 et la première puissance en 2049 sur l’ensemble des secteurs (économique, militaire, diplomatique, technologique, etc.).
- Bâtir un rêve collectif et un mode de vie pour rendre les Chinois fiers et heureux sous des principes imprégnés du confucianisme : importance de la famille, sens de l’effort et de l’économie, et surtout respect de la hiérarchie et de l’ordre social. L’application de ces principes doit conduire à l’établissement d’une “société harmonieuse”, où chaque chinois pourrait réaliser ses propres rêves.

Objectifs économiques : transition économique et réduction de la dépendance chinoise

La pensée économique de Xi Jinping est marquée par la volonté d’établir une économie socialiste de marché ou capitalisme à la chinoise. Il ne poursuit par la politique économique d’ouverture menée par Deng Xiaoping pour des raisons politiques car le président chinois considère que cela pourrait conduire la Chine sur les pas de l’URSS de Gorbatchev. À ce titre, son système économique est caractérisé par l’économie de marché pour garantir le développement de la Chine à même de poursuivre sa volonté de puissance ainsi que par un dirigisme.

À ce titre, il ajoute deux éléments : “la circulation duale” et “la prospérité commune”. Le premier élément vise à rendre la Chine moins dépendante de l’étranger que l’on pourrait définir par la poursuite de son

plan des routes de la soie sur le plan intérieur. Le second élément doit soutenir un développement équitable afin de démontrer que le parti communiste se soucie du bien-être de la population. On pourrait ainsi définir la “prospérité commune” comme un volet social de la politique de modernisation mise en place par Deng Xiaoping pour partager la richesse produite ou comme le ruissellement de la politique économique et de puissance. En effet, Xi Jinping tente d’associer politique et économie et vise à démontrer que l’objectif d’atteindre la place de première puissance économique va bénéficier à l’ensemble des Chinois.

Le Congrès du PCC pourrait également apporter des précisions supplémentaires sur la politique économique de Xi Jinping jusqu’à 2030. À ce titre, nous pourrions voir des éléments sur la reprise économique après la politique “zéro-covid” et également sur les défis économiques que rencontrent la Chine (vieillesse de la population, transition économique, etc.) tout en basant les piliers de sa Chine moderne de 2035.

Politique zéro-covid : gagner le narratif et la guerre des modèles de la crise sanitaire

La politique “zéro-covid” est l’un des points les plus sensibles de la présidence de Xi Jinping. La Chine a cherché dès le début de la crise sanitaire, à remporter la guerre du récit et du modèle de lutte contre la Covid. Elle a ainsi aidé et fourni en matériel les pays les plus touchés lors de l’apparition de la crise en Europe. Seulement, ce narratif s’est inversé puisque l’apparition de variant avec une propagation plus forte, a rendu difficile la politique de “zéro-covid”. Le maintien de cette politique a conduit à une fermeture du pays comme l’ont montré les différentes images spectaculaires de quarantaine imposée à plusieurs villes comme Shanghai.

Le Congrès pourrait ainsi voir le bilan de Xi Jinping sur cette politique, son évaluation, ses justifications sur son maintien ou un improbable aménagement. En effet, dans sa volonté de montrer la supériorité de la Chine, Xi Jinping est dans une guerre de modèle avec notamment l’Occident. Il est peu probable qu’il change radicalement de politique malgré

les mécontentements des milieux économiques touchés par la fermeture du pays. Il doit ainsi montrer que son modèle de lutte contre la Covid est le meilleur notamment en comparaison avec celui de l'Occident.

Consolidation du pouvoir de Xi en inscrivant sa philosophie dans la constitution du parti

Le dernier point majeur, sur le plan interne, devrait concerner le renforcement du pouvoir de Xi Jinping dans le parti et dans le pays. Ainsi, il pourrait inscrire sa philosophie dans la constitution du parti. De même, selon l'agence de presse officielle Xinhua, les statuts du PCC pourraient être à nouveau amendés. Dans ce cadre, Xi Jinping pourrait même se voir attribuer le titre de lingxiu [grand leader]. À ce jour, seul Mao Zedong détient ce titre honorifique.

Sur le plan extérieur :

Xi Jinping, le leader des pays contestant la vision occidentale du monde

Xi Jinping n'est pas allé dans le sens espéré par les États-Unis, bien au contraire. Les Américains¹⁸ imaginaient un temps que Xi Jinping pourrait être le Gorbatchev de la Chine, sous-entendu, celui qui allait apporter des réformes politiques et économiques d'ouverture et de libéralisation. Seulement, c'est tout l'inverse qui s'est produit parce que sur le plan économique, Xi Jinping a finalement davantage fermé son pays à l'occasion de la crise sanitaire qu'il ne l'a ouvert. Reste à savoir, s'il s'agit d'une parenthèse pour lutter contre le Covid ou va-t-il poursuivre son discours de Davos de 2017. Lors de ce discours, il voulait se poser comme le grand timonier du Libre-échange pour porter notamment une posture d'opposition à celle de l'ancien président américain Donald Trump. Vraisemblablement, Xi Jinping va poursuivre sa volonté de bâtir un capitalisme à la chinoise afin de proposer un modèle alternatif au

¹⁸ https://wikileaks.org/plusd/cables/09BEIJING3128_a.html

capitalisme américain. Cela serait une sorte de capitalisme à la chinoise ou économie socialiste de marché. Celle-ci pourrait se caractériser ainsi par une économie de marché ainsi que par un fort dirigisme. Dans le même sens, sur le plan politique, Xi Jinping n'a pas libéralisé le pays puisqu'il a renforcé la mainmise du parti sur le pays avec la mise en place du système de crédit social. Ainsi, la reprise en main de Hong-Kong poursuit cet objectif tout comme la volonté de réunifier le pays avec Taïwan.

Politique d'une seule Chine, vers une réunification avec Taïwan ?

La montée des tensions entre la Chine et les États-Unis autour de Taïwan doit conduire Xi Jinping à préciser ses intentions sur l'île. Alors que Xi Jinping ne s'est pas exprimé sur Taïwan, le gouvernement avait publié le 10 août dernier, un Livre blanc sur Taïwan. Ce dernier devait démontrer "la détermination du Parti communiste chinois et de la population chinoise, ainsi que leur engagement à la réunification nationale". Il insiste également que la réunification complète avec Taïwan est une condition indispensable à la réalisation de la "renaissance chinoise" correspondant au "rêve chinois" de Xi Jinping.

Différents scénarios sont possibles comme une intervention militaire sur l'île. Ce scénario doit être mis en lien avec la récente visite de Nancy Pelosi sur l'île qui est considérée comme une provocation par les autorités chinoises. De plus, il faut mettre cela dans le contexte de la déclaration de Xi Jinping de juillet 2021 pour le centenaire du Parti communiste chinois " le peuple chinois ne permettra jamais à aucune force étrangère de nous intimider, de nous opprimer ou de nous réduire en esclavage. Quiconque ose essayer de le faire aura la tête fracassée en sang contre une Grande Muraille d'acier forgée par plus de 1,4 milliard de Chinois".

CONCLUSION

Le 20ème Congrès du Parti Communiste chinois est un événement à plusieurs titres. D'une part, la Chine traverse une période particulière aussi bien sur le plan interne qu'extérieur. Sur le plan interne, la Chine fait face à plusieurs défis à commencer par les conséquences de la politique de zéro-covid qui a fragilisé la Chine et on attend de voir comment Xi Jinping va pouvoir redonner un élan pour donner un corps à son concept de "rêve chinois". Sur le plan externe, la Chine s'est confrontée aux États-Unis sur l'île de Taiwan et doit faire face à une volonté renforcée de Washington de conserver son influence sur l'indo-pacifique. À ce titre, les États-Unis prennent davantage d'ampleur dans la zone depuis le pivot vers l'Asie de Barack Obama et la guerre commerciale lancée par Donald Trump. Ainsi, ce renforcement doit conduire la Chine à clarifier ses intentions et sa stratégie pour poursuivre la volonté de la Chine de se réunifier avec Taïwan et d'occuper la première place mondiale d'ici 2049.

D'autre part, cela sera la première fois depuis Mao Zedong qu'un dirigeant chinois occupera la fonction de Secrétaire général du parti pour la troisième fois d'affilée puisque Xi Jinping sera réélu et qu'il a levé la limite des deux mandats instaurés par Deng Xiaoping. Xi Jinping entre ainsi dans l'Histoire du PCC et va vraisemblablement chercher à surpasser Mao Zedong en commençant par inscrire sa philosophie dans les statuts du parti. À ce titre, on pourrait symboliser Xi Jinping par un triple positionnement : maoïste dans son approche du parti et du culte de la personnalité, socialiste à la chinoise sur les questions économiques qui nuance la stratégie d'ouverture mise en place par Deng Xiaoping et nationaliste sur les affaires étrangères. Seulement, pour surpasser Mao Zedong, Xi Jinping va chercher à accomplir son objectif de "rêve chinois" pour fermer la parenthèse enclenchée par le siècle de l'humiliation et les guerres de l'Opium. L'objectif de Xi est de marquer le troisième temps du parti. Le premier incarné par Mao Zedong devait ancrer la domination du parti sur le pays. Le second incarné par Deng Xiaoping devait marquer les réformes économiques et la

prospérité de la Chine. Le troisième, le sien, doit inscrire la Chine comme première puissance mondiale avec un modèle alternatif à celui des États-Unis.

Auteurs : Marion Pariset, spécialiste des affaires internationales et Secrétaire générale du Millénaire

Pierre Clairé, directeur adjoint des études du Millénaire

Contributeurs :

William Thay, président du Millénaire (perspective pour Xi et la Chine)



Le Millénaire est un groupe de réflexion spécialisé sur les questions de politiques publiques et travaillant à la refondation de la droite. Il est composé d'une trentaine de contributeurs de divers horizons — cadres du privé, du public, chercheurs, chefs d'entreprises — et chacun expert dans son domaine.

Président : William THAY

Secrétaire générale : Marion PARISSET

Secrétaire général adjoint à la stratégie : Emeric GUISSSET

Secrétaire général adjoint aux Études : Matthieu HOCQUE

Directeur des Études : Clément PERRIN

Communication : communication@lemillenaire.org

Presse : presse@lemillenaire.org

Et pour suivre toutes les actualités du Millénaire :

<http://lemillenaire.org>



Mentions légales : L'ensemble de ce rapport relève de la législation française et internationale sur le droit d'auteur et de la propriété intellectuelle. Tous les droits de la reproduction sont réservés à l'association « Le Millénaire », la reproduction de tout ou partie de ce rapport sur quelque support que ce soit est formellement interdite sauf autorisation expresse du Président de l'association.